

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome 6–10 juin 2005

QUESTIONS DIVERSES

Point 14 de l'ordre du jour

RAPPORT SUR LA VISITE CONJOINTE EFFECTUÉE EN AZERBAÏDJAN PAR LES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DU PNUD/FNUAP, DE L'UNICEF ET DU PAM

Pour information*



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2005/14-C*
10 juin 2005
ORIGINAL: ANGLAIS

* Réimprimé pour raisons techniques

* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).



Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l' UNICEF et du PAM en Azerbaïdjan

I. INTRODUCTION

Organisation

1. Dix-neuf membres¹ des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds international pour la population (FNUAP), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial (PAM) ont effectué une visite conjointe sur le terrain en Azerbaïdjan du 8 au 15 mai 2005.

Programme de travail

Voir l'annexe II.

Objectifs

2. La mission conjointe sur le terrain avait pour but d'aider les membres des Conseils d'administration à:
 - comprendre comment et dans quelle mesure les organismes des Nations Unies contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD);
 - comprendre comment les organismes des Nations Unies appuient le gouvernement pour l'aider à atteindre ces objectifs;
 - évaluer le fonctionnement des partenariats entre les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux;
 - comprendre comment les organismes des Nations Unies peuvent travailler ensemble en produisant un effet de synergie au niveau des pays; et
 - avoir des contacts avec les autorités nationales et les différentes parties prenantes pendant leur visite.

Activités

3. La mission a porté une attention particulière aux aspects suivants:
 - Comment et dans quelle mesure les organismes des Nations Unies contribuent-ils à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement?

Le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et le bilan commun de pays en Azerbaïdjan

4. L'équipe de pays des Nations Unies en Azerbaïdjan a élaboré en août 2003 un bilan commun de pays afin d'identifier les principaux obstacles au développement social et économique, qui sont notamment le chômage et le sous-emploi, la faiblesse des

¹ Voir la liste des participants à l'annexe I.



mécanismes de formulation des politiques et des institutions, la dégradation des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale, l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée et le conflit qui persiste dans la région du Haut-Karabakh de la République azerbaïdjanaise et aux alentours.

5. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est fondé sur les conclusions du bilan commun de pays et sur les consultations qui ont eu lieu avec le gouvernement et les partenaires du développement. Il identifie les objectifs de développement à la réalisation desquels les organismes des Nations Unies qui opèrent en Azerbaïdjan s'emploieront à contribuer pendant la période 2005-2009. Ces objectifs relèvent de deux priorités nationales: i) établir un système de gouvernance garantissant un environnement propice au développement; et ii) contribuer à la réduction de la pauvreté et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
6. Pour aider à atteindre ces objectifs, les organismes des Nations Unies en Azerbaïdjan appuieront: i) les efforts déployés par le gouvernement pour utiliser les recettes pétrolières pour promouvoir l'emploi et l'investissement dans une économie diversifiée; et ii) les initiatives prises par l'État – dans des domaines divers – pour améliorer les services publics et la protection des droits de la population tout entière.
7. La deuxième priorité nationale sur laquelle les organismes des Nations Unies concentreront leurs efforts est de satisfaire les besoins essentiels de la population dans les domaines de la santé et de l'éducation. À cette fin, les organismes des Nations Unies aideront le gouvernement i) à améliorer l'efficacité et la qualité des services de santé; ii) à renforcer les services de santé axés sur la famille, de nutrition et de puériculture; et iii) à combattre les problèmes sanitaires particulièrement préoccupants. En outre, ils fourniront un appui pour développer un système pédagogique actif, une éducation primaire conviviale pour les enfants et une éducation à assise communautaire pour les enfants d'âge préscolaire.
8. Les organismes des Nations Unies s'attacheront à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, le développement de la société civile et le respect des droits de l'homme. Ces questions intersectorielles joueront un rôle central dans l'ensemble de la programmation des activités des organismes des Nations Unies pendant toute la période couverte par le Plan-cadre pour l'aide au développement.
9. Le bilan commun de pays et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ont établi les bases de l'aide des Nations Unies pour la période 2005-2009. L'enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition effectuée récemment par le PAM a mis en lumière les problèmes de sécurité alimentaire qui existent dans certaines zones rurales et a identifié les populations vulnérables et les régions où elles se trouvent; ces informations faciliteront la fourniture d'une aide correspondant aux besoins.
 - Comment les organismes des Nations Unies aident-ils le gouvernement à atteindre les OMD?



Mise en œuvre des programmes des organismes des Nations Unies

10. Le programme de pays pour 2005–2009 élaboré par le PNUD pour la République d'Azerbaïdjan est l'aboutissement de deux processus nationaux de consultation: i) la préparation et l'adoption du Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique (SPPRED) et ii) l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Ces deux processus ont associé le gouvernement, le parlement, les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les donateurs bilatéraux, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. Lors de la première réunion qui a eu lieu en Azerbaïdjan en mars 2004 pour l'élaboration de la stratégie conjointe, le gouvernement a passé en revue et a validé le programme de pays et son lien avec le Plan-cadre.
11. Les problèmes de développement de l'Azerbaïdjan qui ont le rapport plus direct avec les activités et le mandat du PNUD sont interdépendants: il s'agit i) de la nécessité de tirer parti des recettes pétrolières pour promouvoir la croissance de l'investissement et de l'emploi dans les secteurs non pétroliers de l'économie (de manière à transformer l'"or noir" en "capital humain"); et ii) de celle d'améliorer l'efficacité, la transparence et l'obligation redditionnelle dans le secteur public.
12. Le SPPRED définit la marche à suivre pour atténuer la pauvreté et réaliser les OMD dans le contexte du développement économique dans son ensemble. Le Fonds pétrolier de l'État (SOFAR) permet au pays d'être à l'abri des difficultés auxquelles sont habituellement confrontées les économies tributaires du pétrole.
13. Les Stratégies nationales concernant les technologies de l'information et de la communication (SNTIC) reflètent la volonté manifestée par le gouvernement d'améliorer les services publics, de faciliter le commerce privé et de développer l'utilisation et la diffusion de l'information dans la société civile et dans le public.
14. Le SPPRED a pour but de stimuler un développement géographiquement équilibré dans l'ensemble du pays. Une Stratégie nationale pour l'emploi et un Programme d'investissements publics sont au nombre des initiatives politiques attendues prochainement.
15. Le PNUD a appuyé la création d'un poste de médiateur qui dispose de bureaux auxiliaires dans différentes régions pour promouvoir les droits de l'homme en Azerbaïdjan.
16. Le PNUD et l'Agence nationale pour le déminage de l'Azerbaïdjan collaborent afin de renforcer les capacités nationales dans ce domaine.
17. Le PNUD s'est employé à promouvoir la sensibilisation aux problèmes environnementaux et la protection de l'environnement dans le pays. Dans le cadre du Programme régional pour l'environnement dans la mer Caspienne, qui a pour but de remédier aux problèmes causés par la destruction des habitats et par la pollution dans la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan et les quatre autres États riverains ont entrepris une analyse diagnostique transfrontière des problèmes environnementaux, ont signé une convention-cadre pour la protection de la mer Caspienne et ont approuvé un plan d'action stratégique régional.
18. L'assistance du FNUAP à l'Azerbaïdjan a commencé en 1994 par un certain nombre de projets tendant à faire face aux besoins d'urgence en matière de santé génésique et de population. Le premier programme de pays approuvé, d'une valeur de 5,5 millions de dollars, visait à renforcer les capacités nationales dans les secteurs de la santé génésique et de la population.



19. Les indicateurs de santé génésique sont contradictoires: selon l'enquête-grappe à indicateurs multiples réalisée en 1988, les taux de mortalité maternelle et infantile sont nettement plus élevés que ceux qu'indiquent les statistiques officielles.
20. Du fait des inégalités qui caractérisent l'accès aux soins prénatals et aux services d'accouchement assisté, les taux de mortalité infantile, juvénile et maternelle varient d'une région à l'autre et entre les régions urbaines et les régions rurales. Faute de crédits pendant de nombreuses années, l'infrastructure matérielle s'est dégradée, particulièrement dans les campagnes.
21. L'incidence des infections sexuellement transmissibles et du VIH/sida est en hausse. La consommation de drogues par voie intraveineuse est la forme la plus commune de transmission du VIH, suivie par les rapports sexuels non protégés et la transmission de la mère à l'enfant. La précocité des premiers rapports sexuels, la propagation de la prostitution, la violence contre des femmes et la traite de femmes et de jeunes filles sont autant d'éléments qui viennent encore aggraver le problème.
22. Il ressort du bilan commun de pays qu'en dépit de la reprise récente de l'activité économique et des progrès accomplis sur la voie des réformes structurelles, le pays continue d'avoir besoin d'une assistance de l'extérieur si l'on veut que les OMD puissent être atteints.
23. L'UNDAF définit le rôle que doit jouer l'équipe de pays des Nations Unies pour appuyer les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et pour aider le gouvernement à faire face aux besoins dans le secteur social et dans le secteur de la santé.
24. Les priorités du programme de pays sont fondées sur les besoins identifiés dans le bilan commun de pays et ont une double orientation: a) santé génésique; et b) stratégies dans les domaines de la population et du développement.
25. Le programme de l'UNICEF est fondé sur le bilan commun de pays, l'UNDAF et les priorités nationales, telles qu'elles sont reflétées dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). La préparation du programme de coopération pour la période 2005–2009 a commencé en 2003 avec la formulation du bilan commun de pays, et qui s'est poursuivie avec l'élaboration de l'UNDAF, qui a été achevé en mars 2004.
26. Le bilan commun de pays a identifié plusieurs problèmes clés concernant les enfants, en particulier des taux élevés de mortalité infantile et de malnutrition et le nombre croissant d'enfants ayant besoin d'une protection spéciale. Les causes sous-jacentes de la vulnérabilité accrue des enfants ont été identifiées comme tenant notamment à l'insuffisance des moyens et des systèmes de prestation de services dans le domaine social.
27. L'objectif du programme est d'aider le gouvernement à garantir progressivement les droits des enfants et des femmes et à créer un environnement propice à l'épanouissement des enfants. À cette fin, le programme tend à renforcer les capacités des familles, des communautés et de la société civile de protéger les enfants et de promouvoir leur épanouissement, l'accent étant mis sur les groupes les plus vulnérables.
28. Les principaux objectifs du programme de pays sont d'améliorer les taux de survie et la situation nutritionnelle des enfants et des femmes, d'accroître la participation des enfants et des femmes et de renforcer la protection des enfants pour les mettre à l'abri des mauvais traitements, de l'abandon, de la violence et de l'exploitation.
29. Pour promouvoir la réalisation de ces objectifs, le programme de pays prévoit des activités aux échelons national et local. Au plan national, la formulation des politiques sera orientée vers le renforcement des capacités nationales de collecte de données et de gestion des systèmes d'information conformément aux normes internationales. Au plan local, une



approche intégrée sera adoptée pour la mise en œuvre d'activités multisectorielles et de services en faveur des femmes, des enfants et des jeunes. Il sera appliqué des modèles communautaires d'éducation et de développement des jeunes enfants afin d'orienter le processus de formulation de politiques dans ce domaine. En outre, la création et le développement de partenariats durables seront indispensables pour créer un environnement propice à la réalisation des droits des enfants et des femmes.

30. Les efforts de l'UNICEF mettent l'accent sur: i) les activités de plaidoyer factuel visant à promouvoir l'adoption de réformes politiques dans les secteurs sociaux; ii) le renforcement des capacités des principales institutions gouvernementales et non gouvernementales ayant l'obligation de protéger les droits des enfants; et iii) l'élaboration de modèles de bonnes pratiques pouvant être reproduits à plus grande échelle au plan national. L'UNICEF a joué un rôle central dans le processus de consultation touchant la réforme des systèmes de santé, d'éducation et de protection de l'enfance. Le Fonds s'attache à nouer des partenariats avec des organisations qui travaillent sur des thèmes semblables, comme l'USAID pour l'enquête démographique et sanitaire, la Banque asiatique de développement (BAsD) en matière de développement des jeunes enfants et la Banque mondiale dans les secteurs de la santé et de l'éducation.
31. Le programme de pays est axé sur la réalisation de plusieurs priorités nationales, telles qu'elles sont reflétées dans le DSRP. Il s'agit notamment d'améliorer la qualité des services de santé de base et d'éducation et de faciliter l'accès à ces services, de réformer le système de protection sociale pour mieux protéger les personnes vulnérables et d'améliorer les conditions de vie et les possibilités qui s'offrent aux réfugiés et aux personnes déplacées (PDI).
32. L'UNDAF et le programme de l'UNICEF correspondent aux OMD, aux objectifs de la politique "Un monde adapté aux besoins des enfants" et aux priorités du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF. Le programme de pays est également fondé sur la *Convention relative aux droits de l'enfant* et à la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*.
33. Le PAM fournit une aide alimentaire à l'Azerbaïdjan depuis les derniers mois de 1993. Cette assistance est ciblée sur les PDI et d'autres groupes vulnérables. Après plusieurs phases d'une opération d'urgence pendant laquelle 200 000 personnes en moyenne ont bénéficié de l'aide du Programme, celui-ci a réorienté ses activités des secours vers le redressement.
34. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10168 en cours, qui a commencé en janvier 2003, a pour objet de renforcer la sécurité alimentaire des groupes vulnérables grâce à des interventions ciblées, particulièrement dans les régions rurales où vivent un grand nombre de PDI.
35. Les activités vivres pour l'éducation ont été introduites pour accroître les taux de scolarisation et d'assiduité scolaires et réduire les taux d'abandon des études, surtout chez les filles. Les enfants des écoles reçoivent tous les deux mois des rations à emporter à la maison. Les écoles bénéficiant de l'assistance du PAM sont situées dans les régions où sont concentrées les PDI; les élèves de ces écoles proviennent en leur très grande majorité de familles de personnes déplacées.
36. L'appui apporté par l'UNICEF au programme vivres pour l'éducation a amélioré la qualité de l'enseignement et a permis aux élèves de mieux se concentrer. En partenariat avec le Ministère de la santé, le PAM a entrepris une campagne de déparasitage.
37. Un appui continue d'être fourni aux familles ayant des enfants d'âge préscolaire dans le cadre d'un projet lié à l'initiative PAM/UNICEF: le PAM distribue dans le contexte



d'activités vivres-contre-travail des rations à 257 femmes qui s'occupent d'enfants, et l'UNICEF fournit un appui et des services techniques et du matériel à un certain nombre de centres qui accueillent 2 570 enfants de PDI.

38. L'IPSR en cours doit prendre fin en décembre 2005 et, bien que le nombre de bénéficiaires doive diminuer, il restera à la fin de cycle du projet 126 000 personnes ayant besoin d'une assistance. Il ressort de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition qui vient d'être achevée récemment que, faute d'aide alimentaire, les deux tiers au moins des ménages de PDI souffriraient d'insécurité alimentaire. Il importe par conséquent au plus haut point, à court terme, de continuer à fournir une aide alimentaire aux PDI afin d'éviter que l'interruption de cette assistance ait un impact négatif sur leur nutrition et leur état de santé, en particulier dans le cas des femmes et des enfants. Le PAM concevra son prochain programme à la lumière de cette conclusion.
39. La stratégie élaborée pour mettre fin à l'assistance fournie dans le contexte de l'IPSR était fondée sur un certain nombre d'hypothèses: i) l'activité économique reprendrait; ii) les investissements soutenus effectués dans les nouveaux secteurs industriels permettraient au gouvernement de financer intégralement son réseau de protection sociale; et iii) le conflit dans la région du Haut-Karabakh de la République azerbaïdjanaise et aux alentours serait réglé, ce qui permettrait à des milliers de PDI de regagner leurs localités d'origine, où elles auraient des possibilités accrues de devenir autonomes. Or, ces hypothèses ne se sont pas encore concrétisées.
40. Le PAM procède actuellement à la mise au point de sa prochaine IPSR sur la base des résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition, dont il ressort qu'outre la population de PDI, environ 27 pour cent des ménages des régions rurales, particulièrement celles de Lankaran Astara et de Ganja Gazakh, sont touchés par l'insécurité alimentaire. Environ 20 pour cent des enfants visés par l'enquête étaient décrits par leurs mères comme étant "plus petits que la normale", reflet d'une mauvaise nutrition maternelle; quelque 33 pour cent des enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique et environ la moitié des femmes et des enfants ayant subi des analyses pour le dépistage de l'anémie sont considérés comme souffrant au moins d'anémie modérée. Étant donné cette forte prévalence des carences en micronutriments et de la malnutrition, le PAM envisage d'élargir l'actuel programme vivres pour l'éducation et de lancer des programmes de santé maternelle et infantile (SMI) et des activités vivres-contre-travail au profit des ménages vulnérables.

Programmation conjointe

41. La programmation conjointe et les initiatives conjointes de deux ou plusieurs organismes des Nations Unies ont amélioré l'efficacité et l'impact des programmes dans de nombreux domaines. Il y a lieu de souligner à ce propos à quel point la collaboration entre l'UNICEF et le PAM a contribué à améliorer la qualité de l'éducation, l'assiduité scolaire et la situation nutritionnelle des familles. Par exemple, un programme économique à assise familiale de soins et de promotion du développement des jeunes enfants a renforcé 34 centres de puériculture de 14 régions d'accueil de PDI et de réfugiés dont ont bénéficié 2 570 enfants, et 250 femmes s'occupant de ces enfants ont reçu une assistance dans le contexte d'activités vivres-contre-travail.
42. L'UNICEF et le PAM ont permis à 5 300 enfants de 99 écoles primaires de bénéficier d'un programme d'alimentation scolaire qui a été combiné avec l'introduction de méthodes pédagogiques axées sur l'enfant, d'une formation des maîtres et d'une association des parents à la gestion des écoles.



43. Entre autres traits saillants de la programmation conjointe, il y a lieu de citer l'appui qui a été apporté au gouvernement pour la réalisation de son enquête sur la population active, qui a été utilisée pour élaborer une stratégie nationale de promotion de l'emploi avec l'appui de l'OIT et du PNUD. En outre, il a été organisé à Bakou, avec l'appui du PNUD et de la Banque mondiale, un Forum sur l'investissement dans la protection de l'environnement dans la région de la mer Caspienne qui a permis aux pays participant au programme de protection de l'environnement dans cette région de présenter aux investisseurs et donateurs potentiels des projets prioritaires dans des domaines comme la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, le développement économique et l'amélioration des conditions de vie.
44. L'Agence nationale pour le déminage de l'Azerbaïdjan a coordonné l'appui fourni par plusieurs donateurs, dont le PNUD et l'UNICEF, pour le déminage et la neutralisation de munitions non explosées et pour la réduction de l'impact de la présence de ces engins sur le développement économique et social. Le PNUD et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) préparent la deuxième phase d'un projet visant à renforcer les capacités du Ministère des affaires étrangères.
45. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme et le PNUD coordonnent les efforts déployés pour renforcer l'action du système des Nations Unies en matière de droits de l'homme. En outre, il a été créé en Azerbaïdjan, avec l'appui du PNUD et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), une Académie régionale des technologies d'images numériques afin de dispenser une formation à la restauration et à la préservation du patrimoine culturel.
46. La collaboration dans le domaine de la prévention et du traitement du VIH/sida et du soutien aux personnes affectées a eu pour cadre le Groupe thématique sur le VIH/sida nouvellement revivifié. La collaboration entre le PNUD, l'UNOPS et l'OMS a amélioré les disponibilités de sang non contaminé pour le système de transfusions sanguines présidé par l'UNICEF. Le Groupe thématique a élaboré un Plan d'appui à la mise en œuvre et a donné des avis au gouvernement sur les objectifs à atteindre en matière de lutte contre le VIH/sida; en outre, un cadre d'indicateurs a été élaboré pour suivre la réalisation du nouveau programme de développement humain. Comme la majeure partie des ressources disponibles pour la lutte contre le VIH/sida sera prochainement acheminée par le biais des Fonds mondiaux, l'UNICEF aura un rôle important à jouer en tant que principal organisme des Nations Unies pour la coordination de l'action des Fonds mondiaux au niveau des pays et en tant que président du Groupe thématique des Nations Unies afin de garantir la cohérence et l'harmonie des efforts entrepris à ce double titre. L'UNDAF définit les objectifs que le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF se proposent de réaliser ensemble en matière de lutte contre le VIH/sida dans le cadre du programme de pays, et l'élaboration du programme conjoint se poursuit sous l'égide du Groupe thématique. L'UNICEF a décidé de mettre l'accent sur la fourniture de services de santé conviviaux pour les jeunes, la prévention de la transmission de la mère à l'enfant et l'éducation par les pairs. La programmation conjointe des activités du Programme ONUSIDA et du PNUD a mis la société civile, et en particulier les organisations religieuses, mieux à même de mener un effort d'information et de sensibilisation à la prévention du VIH/sida et aux problèmes connexes et a permis au Centre d'information sur le VIH/sida d'établir un site web qui constitue la seule véritable source d'information du pays dans ce domaine.

Fonctionnement de l'équipe de pays des Nations Unies

47. Les institutions membres de l'équipe de pays des Nations Unies ont collaboré en 2004 pour appuyer les efforts entrepris au plan national pour réaliser les OMD. Le rapport sur la programmation conjointe qui a été soumis en 2004 aux Conseils d'administration du



PNUD/FNUAP par l'Administrateur du PNUD et le Directeur exécutif du FNUAP a reconnu que les efforts déployés par l'équipe de pays des Nations Unies en Azerbaïdjan pour resserrer les liens entre les OMD et le SPPRED avaient porté leurs fruits.

48. Le projet conjoint concernant les OMD, le Groupe thématique des Nations Unies sur la pauvreté et les activités coordonnées des différents organismes ont aidé le Service de surveillance de la pauvreté du Secrétariat du SPPRED à produire des données et des analyses à jour et fiables.
49. Les activités conjointes de plaidoyer, de communication et de campagne en faveur des OMD menées par les organismes membres de l'équipe de pays des Nations Unies ont atteint une large gamme de groupes cibles, dont décideurs, chercheurs, médias et jeunes. La composante OMD du site web des organismes des Nations Unies opérant en Azerbaïdjan a été régulièrement mise à jour dans la langue locale et en anglais. Les agents du gouvernement et les fonctionnaires des Nations Unies ont partagé leurs connaissances et des informations au moyen d'un système de courriel reliant le SPPRED et les organismes travaillant pour la réalisation des OMD.
50. Des représentants du gouvernement, des organismes des Nations Unies et des autres participants au processus de programmation conjointe ont assisté à une réunion conjointe de planification de l'UNDAF pour 2005–2009 et des programmes de pays des divers organismes. Suivant les processus de programmation du SPPRED et les activités visant à réaliser les OMD, l'UNDAF a été finalisé, signé et traduit en azerbaïdjanais.
51. Le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies a créé un groupe de travail sur les plans d'action et programmes de travail annuels pour la réalisation des programmes de pays afin de faciliter la poursuite du processus de programmation conjointe.
52. Le site web organismes des Nations Unies/Azerbaïdjan a offert un mécanisme de coopération interorganisations pour la publication des appels d'offres, des avis de vacance de postes, de nouvelles et du calendrier des manifestations des organismes des Nations Unies. Le Groupe interorganisations des Nations Unies pour la communication, dirigé par le Département de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a commencé à préparer un glossaire azerbaïdjanais-anglais des sigles et termes communément employés dans le jargon des Nations Unies et du développement.
53. Les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods ont continué de communiquer étroitement et d'entretenir de bonnes relations de travail. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont participé aux réunions de l'équipe de pays des Nations Unies et au processus d'élaboration de l'UNDAF. En outre, la Banque mondiale a participé au groupe thématique sur la pauvreté et, dans le contexte du projet conjoint des Nations Unies d'appui au Secrétariat du SPPRED, les organismes des Nations Unies ont coordonné leurs avis et leurs interventions avec les experts de la Banque mondiale.
54. Afin d'accueillir les fonctionnaires des Nations Unies dans des locaux suffisamment vastes et sûrs, l'équipe de pays des Nations Unies a envisagé de construire une annexe de plusieurs étages à la Maison des Nations Unies sur le site de l'annexe préfabriquée qui existe actuellement; ce projet, prévu pour 2004, n'a pas encore été approuvé. Les fonctionnaires des Nations Unies travaillent actuellement dans des locaux exigus. En fait, une mission du siège du PAM a constaté que les locaux actuels sont insuffisants, ne se prêtent pas à un partage des connaissances et représentent un risque sérieux. Il est donc recommandé que le gouvernement, en coopération avec les organismes des Nations Unies, identifie sans retard un bâtiment suffisamment spacieux où puisse être garantie une sécurité adéquate d'ici la fin de l'année.



55. L'équipe de pays des Nations Unies a considérablement progressé en ce qui concerne les services communs, notamment en introduisant un système comptable commun. Le PNUD, le FNUAP et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ont introduit le système de gestion financière Atlas; l'OIT, le PNUD, le Département de l'information de l'ONU, le FNUAP, l'UNICEF et l'UNIFEM ont commencé à utiliser la mini-station terrestre du PNUD pour se connecter à internet et le système de téléphone international. La sécurité a été renforcée: les normes minimum opérationnelles de sécurité en dehors du travail (MORSS) sont pleinement respectées, le plan de sécurité a été actualisé, les responsables de la sécurité ont reçu une formation, des contrôles radio ont lieu périodiquement et le système standard de localisation des fonctionnaires des Nations Unies et des personnes à leur charge a été introduit.

II. CONTEXTE

a) Contexte politique

56. Après avoir accédé à l'indépendance en 1991, l'Azerbaïdjan affirme son identité et son indépendance en adoptant des politiques et des programmes répondant aux besoins du pays et de la population. Bien que la stabilité politique règne dans le pays, le conflit qui persiste de longue date dans la région du Haut-Karabakh de la République azerbaïdjanaise et aux alentours n'a toujours pas été réglé. En 1993, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté quatre résolutions à ce sujet. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), avec l'accord des parties au conflit, joue un rôle de médiateur pour régler le litige. Les efforts diplomatiques tendant à parvenir à un règlement du conflit se poursuivent.

57. Selon le bilan commun de pays et l'UNDAF, il y a dans le pays environ 800 000 PDI et réfugiés.

b) Contexte économique et social

58. L'Azerbaïdjan a connu une transition sociale et économique prolongée et difficile. La coexistence d'une expansion économique rapide et d'une pauvreté persistante marquent tous les aspects du développement du pays.

59. Des politiques macroéconomiques saines ont garanti la stabilité économique et les investissements étrangers directs dans le secteur de l'énergie ont permis ces dernières années un taux élevé de croissance du PIB réel (9,9, 10,6 et 11,2 pour cent en 2001, 2002 et 2003 respectivement).

60. Cependant, les avantages de cette expansion économique rapide n'ont pas touché la majorité de la population, dont 44,7 pour cent vivent dans la pauvreté et dont les indicateurs sociaux se dégradent. Pour combattre la pauvreté et accélérer les réformes sociales, le Gouvernement a adapté les OMD à ses conditions spécifiques et a lancé le SPPRED pour 2003–2005, stratégie de développement durable s'étendant sur une période de 10 ans.

61. L'établissement et le renforcement d'une bonne gouvernance dans le cadre de ce programme de 10 ans revêtiront une importance capitale, surtout si l'on considère l'augmentation du PIB du pays qui est attendue (300 pour cent) lorsque sera achevée l'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan. Cela sera indispensable aussi si l'on veut que les services publics soient réformés, que leur efficacité soit améliorées, qu'il en soit mieux rendu compte et qu'ils opèrent ainsi au profit des familles les plus pauvres.



c) Contexte humanitaire

62. L'Azerbaïdjan est l'un des sept pays d'Europe et d'Asie centrale où le revenu est le plus faible. Lors de son accession à l'indépendance, en 1991, l'Azerbaïdjan était confronté au défi consistant à gérer la transition vers une économie de marché et un système pluraliste respectueux des droits de l'individu, tâche rendue encore plus difficile par le conflit dans la région du Haut-Karabakh de la République azerbaïdjanaise et aux alentours.
63. Depuis lors, des déplacements importants de population ont été l'un des principaux problèmes auxquels le pays a été confronté et beaucoup de PDI vivent encore dans des abris ne répondant pas aux exigences d'une vie décente. Privées de terre et de moyens de subsistance, ces personnes n'ont guère accès à l'emploi. Le gouvernement a établi un lien entre l'intégration et la réinstallation des PDI et la restitution des territoires occupés. Les PDI demeurent par conséquent lourdement tributaires des services de l'État et de l'assistance de la communauté internationale.
64. Une assistance humanitaire est fournie aux PDI non seulement par le gouvernement lui-même mais aussi par différents organismes des Nations Unies. Le gouvernement craint fort que l'intérêt manifesté par la communauté internationale pour le sort des PDI ne commence à se dissiper.

VISITES DE PROJETS

1. Visite sur le terrain du projet du PAM² (district d'Imishli)
2. Visite sur le terrain du projet du FNUAP³ (district de Salyan) et du projet de l'UNICEF/Banque mondiale (district de Salyan)
3. Visite sur le terrain du projet du PAM, du PNUD et de l'UNICEF⁴ (district de Fizuli)
4. Visite sur le terrain du projet de l'UNICEF⁵ (district de Guba).

III. PRINCIPALES CONSTATATIONS ET OBSERVATIONS GÉNÉRALES

65. Pendant leur visite en Azerbaïdjan, les membres des Conseils d'administration ont eu l'occasion de s'entretenir avec de hautes personnalités, des représentants de la communauté internationale en poste dans le pays et des représentants de la société civile (ONG, journalistes et dirigeants religieux). La mission a également eu l'occasion de s'entretenir avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi que de visiter et d'étudier les projets exécutés sous la direction du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM. Dans ce contexte, les membres de la mission sont parvenus aux principales constatations ci-après:

Points forts

- La mission a constaté qu'un dialogue politique satisfaisant avait été entamé entre l'équipe de pays des Nations Unies et le Gouvernement de l'Azerbaïdjan. Il s'agit là d'une indication positive qui pourrait contribuer à renforcer la perspective à long terme d'un partenariat entre l'Azerbaïdjan et le système des Nations Unies.
- L'équipe de pays des Nations Unies est caractérisée par un degré satisfaisant de coordination et de coopération interorganisations, comme en témoignent les diverses

² Voir l'annexe III.

³ Voir l'annexe IV.

⁴ Voir l'annexe V.

⁵ Voir l'annexe VI.



initiatives conjointes qui ont été mises en œuvre. Le Coordonnateur résident joue un rôle important à cet égard.

- Les bons résultats qu'a obtenus l'équipe de pays des Nations Unies sont dus à son esprit d'initiative et à sa capacité de dialoguer avec les différents acteurs du pays pour adopter et mettre en œuvre le bilan commun de pays et le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
- La mission est consciente des efforts soutenus déployés par l'équipe de pays des Nations Unies pour aider le Gouvernement de l'Azerbaïdjan à réaliser les OMD, tels qu'ils sont reflétés dans le Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique.
- Pour ce qui est des efforts déployés conjointement par le gouvernement et par le système des Nations Unies pour atteindre les OMD en Azerbaïdjan, la mission félicite le gouvernement de sa décision d'avoir inclus dans son programme un neuvième objectif intitulé "bonne gouvernance". Cette approche reflète une volonté politique de consolider l'état de droit, la démocratie et le respect et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cela est en effet essentiel si l'on veut que le gouvernement puisse appliquer les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, particulièrement pour ce qui est des droits des enfants à une protection spéciale, qui ne sont pas bien pris en compte dans les OMD.
- La mission a pris note des mesures adoptées par le gouvernement, avec les avis techniques de l'UNICEF, pour mettre en œuvre progressivement la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle s'est félicitée, à ce propos, de la préparation du deuxième rapport périodique au Comité des droits de l'enfant de l'Organisation des Nations Unies ainsi que de la préparation du Rapport des organisations non gouvernementales sur la mise en œuvre de la Convention.
- La mission se félicite de la contribution importante que représente l'assistance du PAM en Azerbaïdjan et en particulier i) des efforts remarquables déployés par le Programme pour promouvoir la sécurité alimentaire parmi les groupes vulnérables grâce à des interventions ciblées dans les régions rurales où vivent un grand nombre de PDI; et ii) des activités menées pour encourager l'assiduité scolaire, réduire les taux d'abandon scolaire au niveau primaire et remédier aux carences en micronutriments.
- La mission a relevé avec satisfaction l'adoption par le Gouvernement du Programme d'État pour l'amélioration des conditions de vie des réfugiés et des PDI et pour la création d'emplois ainsi que les premiers résultats extrêmement positifs donnés par ce programme pour ce qui est de construire de nouvelles colonies, d'offrir aux PDI des conditions de vie décentes et de leur permettre d'avoir accès à l'emploi et de devenir autonomes.
- Grâce à l'accroissement des recettes pétrolières, le gouvernement assume progressivement une plus large responsabilité de l'aide alimentaire à fournir aux PDI, mais la communauté internationale devra continuer d'intervenir. Le système de distribution de vivres administré par le PAM a représenté un précieux apport d'aide alimentaire avec des contributions substantielles du Gouvernement lorsqu'une sérieuse rupture de la filière d'approvisionnement du PAM s'est produite en janvier 2005.
- La mission tient à mettre en relief la contribution importante apporté par UNIFEM à la promotion et au respect des droits de la femme en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie dans le cadre de son projet régional intitulé "Les femmes pour la prévention des conflits et le raffermissement de la paix dans le sud du Caucase (2001–2006)". Les considérations touchant la promotion de l'égalité entre les sexes doivent continuer d'être intégrées aux autres activités de l'équipe de pays des Nations Unies, en particulier pour contribuer à satisfaire les besoins particuliers des PDI.



- La mission reconnaît la grande diversité des partenariats créés entre le système des Nations Unies et les principaux donateurs ou organismes de développement ainsi que les résultats donnés par les efforts visant à maximiser l'effet de synergie produit par les ressources disponibles. L'on peut citer comme exemples les partenariats stratégiques entre l'UNICEF et la BASD dans le domaine du développement des jeunes enfants et avec l'UE en matière de protection de l'enfance.
- L'enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition réalisée dans six zones économiques a été la première du genre réalisée en Azerbaïdjan. La mission reconnaît que le Bureau de la Commission républicaine pour l'aide humanitaire internationale a joué un rôle clé pour faciliter cette évaluation indépendante.

Points faibles

- L'Azerbaïdjan est un pays en transition de sorte que possibilités et défis coexistent dans un climat marqué par des difficultés politiques, économiques et sociales qui devront être surmontées grâce aux efforts concertés de la société et du gouvernement avec l'appui de la communauté internationale.
- La mission a constaté qu'il est possible d'améliorer encore la coordination et les effets de synergie entre l'équipe de pays des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et les acteurs bilatéraux ; à cette fin, il conviendrait de créer un cadre formel de concertation au sein du groupe et avec le gouvernement.
- Les taux élevés de pauvreté demeurent un problème critique auquel il importe de remédier. Le Programme d'État pour l'amélioration des conditions de vie des réfugiés et des PDI et le développement des possibilités d'emploi constitue un pas dans la bonne direction. Cependant, ce programme devrait être complété par d'autres initiatives qui pourraient être mises en œuvre conjointement avec l'équipe de pays des Nations Unies. La pauvreté n'affecte pas seulement les PDI, mais une population beaucoup plus nombreuse, et comporte des aspects non monétaires dans des domaines comme la santé, l'éducation, la gamme de choix, les possibilités et les capacités humaines.
- La mission reconnaît qu'il existe des différences entre les informations rassemblées par le gouvernement et par l'équipe de pays des Nations Unies et qu'il importe de normaliser le processus de collecte de données ; elle a été informée des mesures que le gouvernement a prises pour résoudre ce problème. Les différences sont importantes et, dans le cas de la mortalité infantile, les informations rassemblées par le gouvernement sous-estiment gravement l'ampleur du problème, ce qui fausse les choix politiques. Le gouvernement n'a pas encore adopté de mesures énergiques pour remédier à ce problème, encore que la reconnaissance du fait que de tels différences existent dans le DSRP et SPPRED constitue un pas dans la bonne direction dont il y a lieu de se féliciter.

Possibilités

- L'Azerbaïdjan a une économie en transition. Selon les projections pour cette année, les recettes pétrolières devraient représenter environ 18 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et les années à venir devraient être caractérisées par une expansion de l'économie. Ces circonstances particulières devraient contribuer à infléchir le rôle joué par le système des Nations Unies dans le pays, lequel s'oriente peu à peu vers de solides stratégies de concertation, de plaidoyer et de soutien et une vision globale du développement de l'Azerbaïdjan.
- Étant donné l'augmentation marquée des recettes pétrolières attendues à partir de 2005 et l'engagement qui a été pris de consacrer ces recettes au développement du secteur



non pétrolier et à l'amélioration des conditions de vie des PDI, le gouvernement devrait envisager d'accroître considérablement sa contribution aux programmes de pays menés par le système des Nations Unies en Azerbaïdjan.

- La mission a été informée par les autorités qu'elles sont résolues à réaliser les OMD, et en particulier à progresser sur la voie de la réalisation de l'OMD 9: bonne gouvernance. L'équipe de pays des Nations Unies a un rôle important à jouer pour aider le gouvernement et la société civile à mener cette tâche à bien.
- Le gouvernement a manifesté sa volonté de réformer les politiques sociales dans les domaines de la protection de l'enfance, de l'éducation et de la santé. L'équipe de pays des Nations Unies est bien placée pour continuer à préconiser une réforme des politiques sociales, telle qu'elle est envisagée dans le Plan-cadre, afin de mieux soutenir les groupes vulnérables et de faire en sorte que l'éducation et la santé soient accessibles à tous. Entre autres initiatives importantes en cours, il y a lieu de mentionner l'équipe spéciale interministérielle qui prépare le Programme de réinsertion dans leurs familles des enfants actuellement hébergés par des établissements d'État et le dialogue concernant l'éducation mené avec l'UNICEF, la Banque mondiale et le Ministère de l'éducation.
- Dans le contexte des droits de l'enfant, la mission a pris acte de la volonté manifestée par le gouvernement et des efforts déployés par l'UNICEF pour accélérer le processus de réinsertion dans leurs familles des enfants actuellement hébergés par les établissements d'État, mouvement qui devrait être considéré comme un élément d'un effort plus large d'améliorer le système de protection de l'enfance et ainsi de promouvoir l'application par le gouvernement de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les réformes envisagées consistent notamment: i) à mettre en place un système de services sociaux; ii) à accorder des allocations sociales aux familles vulnérables; iii) à mener une campagne de sensibilisation du public aux droits de tous les enfants; iv) à établir de nouveaux modèles communautaires de soins; et v) à promouvoir l'inclusion scolaire.
- La mission reconnaît l'importance que revêtent les questions liées à l'égalité entre les sexes et à la promotion de la femme, au développement de la société civile et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en tant qu'objectifs intersectoriels, tels que ceux-ci sont reflétés dans le Plan-cadre. L'équipe de pays des Nations Unies devrait renforcer sa concertation avec le gouvernement et avec la société civile dans ces domaines.
- L'équipe de pays des Nations Unies a, dans le cadre de sa concertation avec le gouvernement, encouragé la mise en œuvre d'une approche technique efficace afin d'améliorer les dépenses de santé et de mettre en place un système plus souple d'allocations des ressources fondé sur le coût par habitant d'une enveloppe de services de santé de base, par opposition au système actuel, qui est basé sur le nombre de lits d'hôpitaux.
- Le conflit dans la région du Haut-Karabakh de la République azerbaïdjanaise et aux alentours a créé un grand nombre de réfugiés et de PDI. Après plus de 10 ans de déracinement, beaucoup de PDI continuent de vivre dans des abris de fortune. La mission reconnaît le rôle que l'équipe de pays des Nations Unies devra continuer d'appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour satisfaire les besoins des groupes vulnérables.
- La mission se félicite des efforts déployés par l'équipe de pays des Nations Unies pour promouvoir l'application d'approches novatrices et intensifier la campagne de sensibilisation du public au VIH/sida, et en particulier de l'initiative prise aux fins d'y associer les dirigeants religieux.



- La mission a été informée par les autorités de la teneur du Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique, qui pourra contribuer à atténuer la pauvreté et à faciliter la réalisation des OMD. L'équipe de pays des Nations Unies devra par conséquent encourager l'établissement d'un lien plus étroit entre ce programme et le système national d'allocations de crédits budgétaires.
- La mission a pris acte des efforts entrepris par l'équipe de pays des Nations Unies pour promouvoir l'élaboration d'un programme conjoint de sorte que ses activités aient un impact accru au plan national. Il y a cependant des domaines dans lesquels une programmation conjointe pourrait être plus efficace pour ce qui est du rôle que pourrait jouer le système des Nations Unies au cours des années à venir.

Menaces

- La mission a été informée par différents éléments de la société civile, des membres de la communauté internationale affectés dans le pays et les autorités gouvernementales des risques et des menaces qui pèsent sur l'expansion économique future, sur la consolidation des institutions démocratiques et sur la gestion des recettes provenant des hydrocarbures.
- Les taux élevés de chômage et d'inflation constituent une menace pour le gouvernement et pour la société civile. L'équipe de pays des Nations Unies pourrait contribuer à atténuer les tensions en appuyant les efforts de renforcement des capacités, et en particulier en encourageant les petites et moyennes entreprises et les projets de microcrédit.
- Chacun est conscient de la nécessité de promouvoir une approche intégrée du développement économique et social fondée sur les recettes provenant des hydrocarbures. Il existe un risque que des investissements dans l'expansion économique qui ne seraient pas accompagnés d'efforts de promotion du développement social aggravent l'inégalité et les perspectives de crise.
- Il est urgent de mettre en œuvre une réforme des services publics dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfance de manière à garantir l'égalité d'accès à ces services et leur qualité si l'on veut que le gouvernement puisse appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant et honorer ses engagements en ce qui concerne la réalisation des OMD.

IV. CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Il s'offre à l'Azerbaïdjan une occasion unique d'éliminer la pauvreté et de réaliser les OMD d'ici à 2015 et le système des Nations Unies peut l'y aider. La mission reconnaît que le slogan «Transformons l'or noir en capital humain» est un message puissant qui traduit bien les points forts, les points faibles, les possibilités et les menaces qui caractérisent la situation dans laquelle l'Azerbaïdjan se trouve actuellement.
- La mission considère que l'équipe de pays des Nations Unies joue un rôle stratégique en s'orientant vers de solides stratégies de concertation, de plaidoyer et de soutien et une vision d'ensemble du développement de l'Azerbaïdjan. Cette approche devra par conséquent être encouragée à l'avenir.
- L'une des tâches les plus urgentes, si l'on veut protéger les groupes vulnérables, consiste à réformer les politiques afin d'accroître et de rationaliser les ressources allouées aux secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfance. L'équipe de pays des Nations Unies devrait continuer d'œuvrer dans cette direction en encourageant l'innovation et les bonnes pratiques et en menant un plaidoyer énergique auprès du gouvernement.



- La mission a constaté l'effet de catalyseur produit par les méthodes employées par l'équipe de pays des Nations Unies, le désir de collaboration manifesté par le gouvernement témoignant de l'accueil positif qu'elles ont reçu.
- La mission reconnaît le rôle important que joue le PAM en Azerbaïdjan ainsi que la nécessité d'élargir sa présence. L'IPSR actuelle doit prendre fin en décembre 2005 et, même si le nombre de bénéficiaires doit diminuer, 126 000 personnes continueront d'avoir besoin d'une assistance à la fin du cycle du projet, moment auquel leur sécurité alimentaire devra faire l'objet d'une nouvelle évaluation.
- Les Conseils d'administration tiennent à exprimer leur gratitude à tous ceux qui ont pris part à la préparation de la visite, et en particulier à l'équipe de pays des Nations Unies, et à remercier le Gouvernement de l'Azerbaïdjan pour son hospitalité et le concours qu'il a apporté à la mission.

V. RECOMMANDATIONS POUR LES FUTURES VISITES

- Les membres des Conseils d'administration devraient avoir plus de temps pour s'entretenir avec leurs interlocuteurs, pour réfléchir et pour discuter de leurs constatations après leurs visites de projet sur le terrain.
- Il faudrait ménager plus de temps pour les échanges de vues entre les membres des Conseils d'administration et l'équipe de pays des Nations Unies.
- Les constatations et conclusions des visites conjointes sur le terrain devraient faire l'objet d'une diffusion aussi large que possible, éventuellement en affichant les rapports de visites sur les sites web des Conseils d'administration.



ANNEXE I**Liste des participants à la visite conjointe sur le terrain en Azerbaïdjan des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF et du PAM, 8-15 mai 2005****Chef de délégation**

S.E. M. Harold Forsyth Mejia
Ambassadeur
Représentant permanent du Pérou
PAM

Chef de délégation adjoint

M. Mykola Melenevsky
Directeur adjoint du Département des affaires des Nations Unies
Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine
FNUAP

Rapporteur

M. Carlos Enrique García González
Ministre conseiller
Mission permanente d'El Salvador
PNUD

Co-Rapporteurs

M. Amanuel Giorgio
Premier secrétaire
Mission permanente de l'Érythrée
UNICEF

M. Yoshihiro Kuraya
Deuxième secrétaire
Ambassade du Japon
PAM

Mme Torill Wanvik
Conseillère
Ministère des affaires étrangères de la Norvège
FNUAP

Participants à la visite sur le terrain

S.E. M. Ernesto Aranibar Quiroga
Ambassadeur
Représentant permanent de la Bolivie
UNICEF

M. Ryszard Wojtal
Ministre conseiller
Représentant permanent de la Pologne
PAM



M. Jarl-Hakan Rosengren
Ministre conseiller
Mission permanente de la Finlande
UNICEF

M. Lazare Makayat-Safouesse
Premier conseiller
Mission permanente du Congo
PNUD

M. Lamin Faati
Premier secrétaire
Mission permanente de la Gambie
FNUAP

M. Kiala Kia Mateva
Ministre conseiller
Ambassade de l'Angola
PAM

M. Almabek M. Demessinov
Deuxième secrétaire
Mission permanente du Kazakhstan
PNUD

M. Arjun Bahadur Thapa
Ministre plénipotentiaire
Représentant permanent adjoint du Népal
FNUAP

M. Mohammed Abdul Alim
Deuxième secrétaire
Mission permanente du Bangladesh
UNICEF

M. Irdamis Ahmad
Ministre conseiller
Ambassade de l'Indonésie
PAM

M. José A. Briz-Gutiérrez
Ministre plénipotentiaire
Représentant permanent adjoint du Guatemala
FNUAP

M. Dmitry Maksimychev
Conseiller principal
Mission permanente de la Fédération de Russie
PNUD



M.
Conseiller
Représentant permanent adjoint de la République de Moldova
UNICEF

Alexandru



Annexe II – Programme de travail

ITINÉRAIRE

VISITE EN AZERBAÏDJAN DES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF, DU PNUD/FNUAP ET DU PAM

9 MAI 2005-15 MAI 2005

Date	Jour	Heure	Occasion	Lieu/observations
8 mai	Dim		Arrivée des membres des Conseils d'administration et inscription à l'hôtel	Hyatt Hotel
9 mai	Lun	09:00	Réunion avec les membres des Conseils d'administration et le Secrétariat	Hyatt Hotel, Salle Nizami
		10:00	Réunion entre les chefs des organismes des Nations Unies et le Secrétariat	Hyatt Hotel, Salle Nizami
		11:00	Réunion officielle avec le Coordonnateur résident et les représentants du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP et du PAM	Hyatt Hotel, Salle Nizami
		12:15	Visite de la ville	
		18:30	Cocktail de bienvenue	Hyatt Hotel, Salle Amirov
10 mai	Mar	09:45	Départ de l'hôtel	Ramassage par autocar
		10:00	Réunion d'information du Coordonnateur résident et des représentants du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP et du PAM	Salle de conférence des Nations Unies



ITINÉRAIRE

**VISITE EN AZERBAÏDJAN DES MEMBRES DES
CONSEILS D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF, DU
PNUD/FNUAP ET DU PAM**

9 MAI 2005-15 MAI 2005

Date	Jour	Heure	Occasion	Lieu/observations
11 mai	Mer	11:00	Réunion avec le Président de l'Azerbaïdjan	7 membres des Conseils d'administration
		14:30	Réunion avec le Ministre du développement économique Présentation du Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique/OMD	Ministère du développement économique
		16:00	Réunion avec le Ministre des affaires étrangères	Ministère des affaires étrangères
		17:00	Réunion des membres de la mission pour faire le point	Hyatt Hotel, Salle Nizami
		08:00	Départ pour la visite sur le terrain	
			Le groupe A visite Imishli	Visite organisée par le PAM et le PNUD
			Le groupe B visite Salyan	Visite organisée par l'UNICEF et le FNUAP
		18:00	Retour de la visite sur le terrain	
19:00	Réunion des membres de la mission pour faire le point	Hyatt Hotel, Salle Nizami		



ITINÉRAIRE

VISITE EN AZERBAÏDJAN DES MEMBRES DES
CONSEILS D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF, DU
PNUD/FNUAP ET DU PAM

9 MAI 2005-15 MAI 2005

Date	Jour	Heure	Occasion	Lieu/observations
12 mai	Jeu	09:15	Départ de l'hôtel	Ramassage par autocar
		09:30	Réunion avec le Vice-premier Ministre chargé de l'assistance humanitaire	Cabinet des ministres
		11:30	Réunion avec le Vice-premier Ministre chargé de l'éducation et de la santé	Cabinet des ministres
		14:30	Projet conjoint PNUD/ONUSIDA avec les dirigeants religieux	Europe Hotel – Salle Bakou
		16:00	Réunion des donateurs	Europe Hotel – Salle Bakou
		17:00	Réunion des membres de la mission pour faire le point	Europe Hotel – Salle Bakou
		19:00	Réception	Philharmonia
13 mai	Ven	07:30	Départ pour la visite sur le terrain – le Groupe A visite Fizuli	Visite organisée par le PNUD et le PAM
		08:00	Départ pour la visite sur le terrain – le Groupe B visite Guba	Visite organisée par le FNUAP et l'UNICEF



ITINÉRAIRE

**VISITE EN AZERBAÏDJAN DES MEMBRES DES
CONSEILS D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF, DU
PNUD/FNUAP ET DU PAM**

9 MAI 2005-15 MAI 2005

Date	Jour	Heure	Occasion	Lieu/observations
14 mai	Sam	19:00	Retour de la visite à Guba	
		22:00	Retour de la visite à Fizuli	
		09:30	Réunions avec les membres de la société civile/ONG	Hyatt Hotel, Salle Nizami
		11:00	Bilan avec le Coordonnateur résident et les représentants du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP et du PAM	Salle de conférence des Nations Unies
		12:30	Réunion de fin de mission avec le gouvernement	Cabinet des ministres
		16:00	Conférence de presse	Salle de conférence des Nations Unies
		19:00	Réception offerte par le Ministère des affaires étrangères	Vieille ville
15 mai	Dim	03:00	Départ pour New York, Genève, Rome	
		05:00		



Annexe III – Visite sur le terrain du projet du PAM dans le district d'Imishli

Date: Mercredi 11 mai 2005

Destination: District d'Imishli, à 250 km de Bakou

Contexte:

Le PAM fournit actuellement dans 23 districts une aide alimentaire à 130 000 personnes déplacées (PDI), dont 70 pour cent de femmes et d'enfants qui sont parmi les groupes vulnérables. Le PAM distribue du blé, de la farine, de l'huile enrichie, du sel iodé, des pois et du sucre; cette ration couvre la moitié des besoins nutritionnels.

Indépendamment de son aide alimentaire, le PAM mène deux autres programmes, un Centre pour le développement des jeunes enfants et un programme vivres pour l'éducation à l'intention des PDI, qui sont réalisés en collaboration avec l'UNICEF.

Le Centre pour le développement des jeunes enfants a pour objet de créer un environnement sain de nature à favoriser les services de puériculture et de développement des enfants d'âge préscolaire tout en renforçant les capacités dans ce domaine au moyen d'une formation. Le PAM distribue des aliments aux personnes qui s'occupent des enfants en contrepartie des services fournis, et la contribution de l'UNICEF revêt la forme d'un appui technique et de services au Centre ainsi que de l'élaboration de modèles à assise communautaire pour le développement des jeunes enfants. L'aide de l'UNICEF a tendu principalement à apprendre aux puériculteurs à dispenser une éducation interactive et bien adaptée aux enfants d'âge préscolaire; le Fonds a également fourni des jouets et du matériel.

Le programme vivres pour l'éducation a pour but d'améliorer la fréquentation scolaire et de réduire les taux d'abandon, particulièrement parmi les filles, et de remédier aux carences en micronutriments. Le PAM distribue des rations à emporter à la maison aux enfants qui atteignent un taux de fréquentation de 90 pour cent par mois. La contribution de l'UNICEF a pour objectif d'améliorer la qualité de l'éducation et les résultats scolaires dans les écoles bénéficiant d'une assistance au moyen d'innovations pédagogiques comme l'apprentissage interactif, la création d'associations de parents et d'enseignants et l'éducation par les pairs.

Enseignements retirés

a) Points forts

- Les PDI manifestent un réel souhait de rentrer dans leurs villages d'origine.
- Les conditions de vie varient d'un camp de PDI à l'autre.
- Les PDI sont reconnaissantes aux organismes des Nations Unies de leur appui et de leur présence sur le terrain.
- Il n'y a pas de doubles emplois ni de chevauchements majeurs dans les activités des organismes des Nations Unies.
- Le problème des PDI pourrait être une occasion pour les organismes des Nations Unies de promouvoir un sentiment d'appropriation par le gouvernement.
- Un système efficace a été mis en place pour surveiller les distributions de vivres aux **PDI qui pourrait contribuer à rassembler des données supplémentaires fiables.**



b) Points faibles:

- La situation des PDI constitue un exemple parfait d'occasion manquée, pour les organismes des Nations Unies, d'agir en tant que système.
- Les possibilités qui s'offrent aux jeunes sont limitées.
- Le taux de chômage est très élevé.
- La participation des ONG autres que le Comité international des sociétés de la Croix-rouge et du Croissant-rouge aux activités visant à faire à la situation des PDI est limitée.
- La participation aux activités susmentionnées des entités du secteur privé, et en particulier des petites et moyennes entreprises, est limitée.
- La situation des PDI et le renforcement des capacités sont des domaines dans lesquels l'équipe de pays des Nations Unies pourrait envisager une programmation conjointe.



Annexe IV – Visite sur le terrain du projet du FNUAP et du projet de l'UNICEF et de la Banque mondiale dans le district de Salyan

Contexte:

Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a établi dans le district de Salyan un centre régional de santé génésique afin de répondre aux besoins des populations en âge de procréer dans des domaines comme les soins maternels, la planification familiale, l'utilisation de contraceptifs modernes, la participation des hommes et la prévention des infections sexuellement transmissibles et du VIH/sida. Le programme du FNUAP a pour but de renforcer les capacités de gestion et les capacités institutionnelles des prestataires de services de santé.

Le FNUAP s'emploie à améliorer le système de triage des patients au niveau du district en appuyant les services à assise communautaire, particulièrement dans les régions rurales. Afin de renforcer les capacités techniques des établissements qui dispensent des services de santé, le FNUAP leur distribue des contraceptifs modernes et du matériel de formation par l'entremise du Service national de santé génésique du Ministère de la santé.

L'UNICEF s'attache depuis 1998 à rationaliser les services de soins de santé; cet effort a commencé par le projet de réforme des soins de santé primaires et, depuis la période 2002-2005, le Fonds joue le rôle de partenaire d'exécution du projet de réformes des soins de santé primaires financé par la Banque mondiale. Le district de Salyan a été l'un des cinq districts pilotes sélectionnés pour le programme de réformes des soins de santé primaires. Celui-ci a été un exemple de la solide collaboration entre le système des Nations Unies, personnifié par l'UNICEF, et les institutions de Bretton Woods, en l'occurrence la Banque mondiale. Le projet avait pour but de faciliter l'accès aux services en améliorant la qualité, ainsi que de mettre en œuvre des réformes du système afin de rationaliser l'utilisation des ressources existantes.

La mission a visité le centre de santé génésique de l'hôpital central du district de Salyan et deux centres de soins de santé primaires du district de Salyan, l'un réformé et l'autre non.

Enseignements retirés

Points forts:

- L'assistance du FNUAP et de l'UNICEF a manifestement eu un impact, qu'il s'agisse de l'effet de catalyseur qui a été produit ou de la distribution de matériel de base, par exemple appareils à ultrasons, contraceptifs, matériel de laboratoire et fournitures pour les programmes de vaccination.
- Ces organismes des Nations Unies (FNUAP et UNICEF) ont fait preuve d'une aptitude remarquable à établir des partenariats avec le gouvernement sur la base de responsabilités partagées.
- Il existe une infrastructure de base, mais il importe de moderniser les centres de soins de santé primaires qui n'ont pas encore été réformés.
- Les organismes des Nations Unies devraient continuer de s'employer à montrer ce qui doit être fait, particulièrement dans les domaines sensibles. Ils devraient continuer d'entreprendre des projets pilotes pour servir d'exemple. Il importe que les résultats qu'ils obtiennent ne soient pas compromis par l'absence de réformes indispensables dans le domaine des soins de santé primaires. Il importe d'encourager le gouvernement à mettre en œuvre les réformes convenues des politiques de santé pour garantir la prestation durable de services de meilleure qualité.



Points faibles:

- Le personnel de santé est peu rémunéré par le gouvernement.
- Un changement de politique s'impose si l'on veut que le projet de réformes des soins de santé primaires puisse être mis en œuvre efficacement par le gouvernement en coopération avec la Banque mondiale et l'UNICEF, point sur lequel il importe de continuer à insister. Des progrès significatifs ont été accomplis pour ce qui est de renforcer la confiance et les capacités, mais il est urgent d'introduire un système plus flexible d'allocation de ressources fondé sur le coût par habitant d'une enveloppe de soins de santé de base, par opposition à un calcul fondé sur le nombre de lits d'hôpitaux. Le programme reflète l'importance capitale que revêt la réforme de l'ensemble du système de santé si l'on veut que les populations les plus pauvres bénéficient des services gouvernementaux, ce qui n'est actuellement pas le cas.
- Pour ce qui est de la durabilité, le système des Nations Unies devrait poursuivre ses efforts afin de faire inscrire les contraceptifs sur la liste des médicaments essentiels de l'OMS.
- En raison du chômage élevé qui sévit dans le district de Salyan, une proportion substantielle de la population active a travaillé à l'étranger et les intéressés, lors de leur retour dans le district de Salyan, ont exposé leurs partenaires aux infections sexuellement transmissibles. Il paraît nécessaire de mettre en œuvre une approche intégrée de la prévention du VIH/sida et des infections sexuellement transmissibles afin de surveiller comme il convient la situation et d'y faire face.



Annexe V – Visite sur le terrain des projets du PAM, du PNUD et de l'UNICEF dans le district de Fizuli

Camp de PDI:

PAM et gouvernement: vivres pour l'éducation

UNICEF: garderie et centre pour le développement des enfants d'âge préscolaire

Les participants à la visite ont été accompagnés par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

Contexte:

- La visite sur le terrain a permis de constater l'existence d'une bonne collaboration entre l'UNICEF et le PAM et d'un impact visible, l'objectif consistant à améliorer la fréquentation scolaire ayant été atteint.
- Deux organisations différentes s'occupaient des groupes d'enfants, ce qui montre les efforts de synergie et la coopération entre deux éléments du système.
- Cette coopération est évidente dans le cas des activités vivres pour la formation mais, dans le centre de puériculture, les effets de synergie sont plus subtils.
- Les enfants ont le sentiment de contribuer à subvenir aux besoins du ménage.
- Les parents estiment que le PAM devrait continuer de fournir une assistance; ils ont manifesté leur satisfaction de pouvoir envoyer leurs enfants à l'école et de recevoir des rations, mais il importe aussi de tenir compte de la nécessité de transférer progressivement la responsabilité du programme au gouvernement.

Domaines à améliorer:

- Il faudrait accroître les ressources mais, comme cela est peu probable, comment l'efficacité des programmes pourrait-elle être améliorée avec les ressources existantes?

Agence nationale de déminage de l'Azerbaïdjan:

Projet de déminage

- Ce projet est une réussite.
- Le PNUD a joué un rôle de catalyseur en encourageant ce projet et en permettant au gouvernement d'en assumer la direction et la propriété.
- C'est un exemple de bonne collaboration entre l'équipe de pays des Nations Unies, les donateurs bilatéraux et l'organisme gouvernemental compétent.

Visite d'écoles:

- UNICEF: sensibilisation aux risques posés par les mines
- Ce projet est un bon exemple de sensibilisation efficace. La sensibilisation aux risques posés par les mines est une matière qui a été introduite dans les programmes scolaires en 2004. En un an seulement, et malgré un financement limité, cette instruction a été dispensée dans 303 écoles, soit plus de 30 pour cent du nombre total d'écoles se trouvant dans les 12 districts affectés et dans les communautés les plus vulnérables. Le projet se poursuit, de sorte que sa couverture continuera de s'étendre d'ici à la fin de l'année.



Annexe VI – Visite sur le terrain du projet de l'UNICEF dans le district de Guba

Date: Vendredi 13 mai 2005

Destination: District de Guba

Contexte

- **Enfants hébergés dans les établissements publics**

La visite de l'orphelinat No 3, situé dans le quartier de Khatai, à Bakou, a constitué une prise de contact avec le problème des enfants hébergés dans des établissements d'État, problème très commun dans la Communauté des États indépendants (CEI). La nomination par le Vice-premier Ministre d'une équipe spéciale chargée de préparer un plan de réinsertion de ces enfants dans leurs familles a marqué le début des efforts déployés pour résoudre ce problème.

L'hébergement dans des établissements d'État constitue la forme la plus commune d'assistance pour les enfants ayant des besoins particuliers, comme cela était le cas dans le contexte de l'ancienne Union soviétique. Environ 20 000 enfants sont hébergés par 66 établissements, dont des foyers pour nouveau-nés et des orphelinats, des sanatoriums, des pensionnats et des instituts pour les enfants souffrant d'invalidités et de problèmes du comportement.

Le manque de moyens économiques de beaucoup de familles est fréquemment cité comme la principale raison du placement des enfants en établissement, mais les données disponibles portent à conclure que les raisons sont plus variées et plus complexes. Les enfants hébergés dans ces établissements sont les dernières victimes d'une crise qui empêche les parents de trouver les moyens de faire face aux problèmes familiaux.

- **Apprentissage interactif**

L'école No 2, à Guba, est l'une des cinq écoles pilotes qui ont reçu un appui de l'UNICEF dans le cadre du programme de coopération mené pendant la période 2000–2004 dans le contexte du projet de promotion de l'apprentissage interactif et de renforcement du rôle des écoles, dont les objectifs étaient d'améliorer la qualité de l'éducation, de doter les enfants d'aptitudes à la solution des problèmes et à la réflexion critique et d'améliorer les résultats scolaires.

- **Participation des jeunes**

Les Centres pour la jeunesse ont constitué un moyen important d'offrir aux jeunes des possibilités de participer à la vie sociale, de comprendre les forces qui influent sur leur vie quotidienne et d'acquérir les compétences et les aptitudes nécessaires pour les aider à façonner l'avenir de leurs communautés. Les jeunes participent aussi, par le biais des Centres, à un important effort d'éducation par les pairs visant à promouvoir des modes de vie sains et la prévention de l'infection par le VIH/sida.

Points forts

- Ces projets ont eu un impact positif au plan local.
- L'approche suivie a été accueillie favorablement par les différents acteurs et devra être renforcée en priorité lors du prochain cycle de programmation.



- Les projets contribuent à combler les lacunes dues à l'absence de travailleurs sociaux dans le système. À long terme, cependant, il importe de promouvoir l'appropriation de ces projets par le gouvernement.
- Une évaluation externe réalisée en 2004 est parvenue à la conclusion que l'utilisation dans les écoles de méthodes d'apprentissage interactif constituait une stratégie propre à contribuer à améliorer la qualité de l'éducation. Les efforts de promotion de l'apprentissage interactif entrepris sur une base pilote ont été couronnés de succès et ce modèle a été adopté par le gouvernement en tant que politique nationale qui sera mise en œuvre au cours des cinq prochaines années.

Points faibles

- La collaboration entre les organismes des Nations Unies devrait être resserrée.
- La législation doit être réformée afin d'assurer la protection des droits de l'enfant.

